

Législation et réglementation

Chapter 3

laws and regulations



1. Douanes

Pays ouvert au commerce international, le Cambodge s'est doté, depuis 1993, d'une législation douanière très libérale et ne pratique pas de contingentements. L'admission du Cambodge au sein de l'ASEAN le 30 avril 1999 et son accession à l'OMC en septembre 2003 ont donné une nouvelle impulsion à la réforme de l'administration douanière. Le Cambodge ne fera partie du Tarif Douanier Commun inhérent à l'ASEAN qu'à partir de 2010.

Les droits de douane appliqués au Cambodge sont relativement faibles par rapport à ceux pratiqués par les pays voisins, puisque, selon le Ministère du Commerce, leur taux moyen s'établit à 10,4% en 2003. Cependant, une taxe spécifique à certaines marchandises est perçue par l'administration douanière. Calculée sur la base du prix net (hors TVA) des biens et services, elle varie dans une large fourchette de 10% à 33%. Une taxe sur la valeur ajoutée est également perçue au taux unique de 10%.

NB : Mme LY Dany est compétente pour tout ce qui concerne ce chapitre.

Généralités sur la procédure de dédouanement :

Expédition et dédouanement des marchandises, contrôle avant embarquement :

Si la valeur déclarée d'une expédition à destination du Cambodge excède 4 000 dollars, un contrôle avant embarquement (Pre-Shipment Inspection, PSI) des marchandises est exigé dans le pays du fournisseur. Effectuée pour le compte du gouvernement cambodgien par la société suisse SGS, l'inspection consiste en un contrôle qualitatif et quantitatif des marchandises expédiées. Les honoraires de

1. Customs

Since 1993, Cambodia has provided itself with very liberal custom regulations. Very open to the free trade system, Cambodia does not practice any quota systems.

The admission of Cambodia amongst the ASEAN on the 30th of April, 1999, and its access to the WTO in September 2003, have given a new impulse to the reform of the customs administration. Cambodia will only become part of the Common Customs Tariffs of the ASEAN y in 2010.

The customs duties applied in Cambodia are relatively low in regard to those practiced by the nearby countries, since, according to the Ministry of Trade, their average rate was established at 10.4 % in 2003.

However, a specific tax for certain goods is collected by the customs administration. Calculated on the basis of the net price (VAT excluded) of goods and services, the tax varies widely from 10 % to 33 %. A value-added tax is also perceived at the unique rate of 10 %.

Note: Mrs. LY Dany is qualified for all what concerns this chapter.

General information on the procedure of customs clearance:

Consignment and customs clearance of the goods, control before loading:

If the declared value of a consignment to Cambodia goes over 4 000 dollars, a control before loading (Pre-Shipment Inspection, PSI) the goods is required in the country of the supplier. Organized for the Cambodian government by the Swiss company SGS, the inspection consists of a qualitative and quantitative control of the consigned goods. The fees of the

la SGS sont à la charge de l'importateur (0,8% du prix de la marchandise. Le prix minimum est de 210 US\$) qui encourt des pénalités en l'absence de certificat de contrôle.

Toute marchandise importée doit être dédouanée à l'arrivée. La visite douanière des marchandises est systématique. Il y a 8 bureaux de dédouanement au Cambodge :

- le port maritime de Sihanoukville
- les deux ports secs de Phnom Penh,
- l'aéroport international de Phnom Penh,
- les bureaux de Koh Kong et Poïpet à la frontière thaïlandaise,
- le bureau de Bavet à la frontière vietnamienne,
- le bureau de la Régie des Douanes spécialisée dans les produits pétroliers,
- le bureau de la Direction Générale des Douanes à Phnom Penh.

Coûts de stockage :

Le stationnement des marchandises en attente de dédouanement est gratuit pendant 5 jours. Passé ce délai, le coût du stationnement à la journée s'élève à 3 USD pour les conteneurs de 20 pieds et à 6 USD pour les conteneurs de 40 pieds. Au delà d'une durée de 45 jours, l'importateur est tenu d'acquitter un forfait journalier équivalent à 0,1% de la valeur de la marchandise entreposée.

Coûts d'inspection :

Pour un conteneur de 20 pieds, le coût d'inspection est actuellement de 120 USD, et celui du dédouanement d'environ 300 USD, quelle que soit la valeur des marchandises qu'il contient. S'y ajoute la taxe de CAMCONTROL, organisme chargé du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, qui représente 0,1% de la valeur CAF

SGS are paid by the importer (0.8 % of the price of the goods. The minimal price is \$210 US) who risks penalties in the absence of a control certificate.

Any imported goods must be cleared through customs on arrival. The customs inspection of the goods is systematic. There are 8 offices of customs clearance in Cambodia:

- the seaport of Sihanoukville
- the two dry harbours of Phnom Penh,
- the international airport of Phnom Penh,
- the offices of Koh Kong and Poïpet on the Thai border,
- the office of Bavet on the Vietnamese border,
- the office of Customs control specialized in oil products
- the Head office of Customs in Phnom Penh.

Storage Costs:

The storage of the goods waiting for customs clearance is free during 5 days. Over this period, the storage cost per day is 3 USD for 20 foot containers, and 6 USD for 40 foot containers. Beyond duration of 45 days, the importer is bound to pay a daily fixed price equivalent to 0.1 % of the value of the stored goods.

Inspection Costs:

For a 20 foot container, the inspection cost is at present 120 USD, and that of the customs clearance about 300 USD, whatever the value of goods inside. In addition to that, there is the tax of CAMCONTROL, body in charge of quality control and fraud repression, which represents 0.1 % of the CAF value of the goods. Finally, the average duration of a customs clearance takes a week. For the goods imported under exemption of duties and taxes, the average duration of customs clearance requires three weeks at most.

de la marchandise. Enfin, la durée moyenne d'un dédouanement est d'une semaine. Celui des marchandises importées en exemption de droits et taxes nécessite au maximum trois semaines.

Les admissions temporaires :

Les produits entrés sur le territoire cambodgien sous le régime d'une admission temporaire sont exemptés de toute taxe. Cela comprend tout matériel de production importé pour le tournage et réexpédié dans le pays d'origine une fois le tournage terminé. Bien que ces équipements soient exonérés de taxe, une déclaration doit être remplie. Les effets personnels n'ont pas lieu d'être déclarés. Des mesures spécifiques quant à la quantité d'équipement et de stocks autorisés s'appliquent aux importations d'équipement cinématographique.

Importation de matériel cinématographique au Cambodge :

Toute importation de matériel et dérivés en vue d'un tournage au Cambodge est soumise à un régime douanier de base :

● La licence d'importation temporaire

Afin d'obtenir une telle licence, il faut une autorisation émanant du Ministère de la Culture. Ensuite, le Département du Cinéma peut faciliter la procédure pour obtenir cette licence auprès des douanes. Les documents à fournir sont les suivants :

- 1 une facture pro forma
- 2 la facture des billets d'avions
- 3 le format du film (35mm, 16mm...)
- 4 autorisation de tournage du Ministère de la Culture
- 5 une lettre de demande de licence d'importation temporaire adressée aux douanes.

Temporary admission:

Temporary admission of goods on Cambodian territory is exempted from import taxes. It includes all production equipment brought in for filming and taken back out once the shooting is over. Even though this equipment is exempted from taxes, a declaration form must still be filled. Personal items don't need to be declared. There are specific regulations on the amount of equipment and on allowed stocks when importing film equipment.

Import of film production equipment in Cambodia:

The importation of equipment and supplies for the production of motion pictures in Cambodia is subject to one basic customs system:

● Temporary import licence

In order to get such a license, a permit from the Ministry of Culture is needed. Then, the Cinema Department can help you to obtain the permit from customs. The documents required are:

- 1 pro forma invoice
- 2 invoice for air tickets
- 3 format of the film (35mm, 16mm...)
- 4 shooting permit from Ministry of Culture
- 5 letter of demand for a temporary import licence addressed to customs.

While official procedures take place, the customs in Cambodia are still subject to arbitrary decisions by the individual customs officers on duty at the time and place of import and export. Consequently, there are occasions when "tea money" is required in order to expedite the process of shipment. The authorities recognize these problems and are doing their utmost to overcome the discomfort for the importers.

Bien que des mesures officielles soient en cours, les douanes cambodgiennes demeurent soumises à l'appréciation individuelle et arbitraire de l'officier des douanes en poste à l'heure et à l'endroit d'importation et d'exportation. Par conséquent, il se peut qu'un " bakchich " soit nécessaire à l'aboutissement du processus d'envoi. Les autorités sont conscientes du problème et mettent tout en œuvre pour tenter de minimiser le préjudice subi par les importateurs.

Exportations :

- 1 facture (mentionnant l'appellation, la marque et le modèle de l'article)
- 2 inventaire
- 3 photo de chaque produit si l'envoi est une exportation temporaire pour un projet à l'étranger.

Licence d'importation :

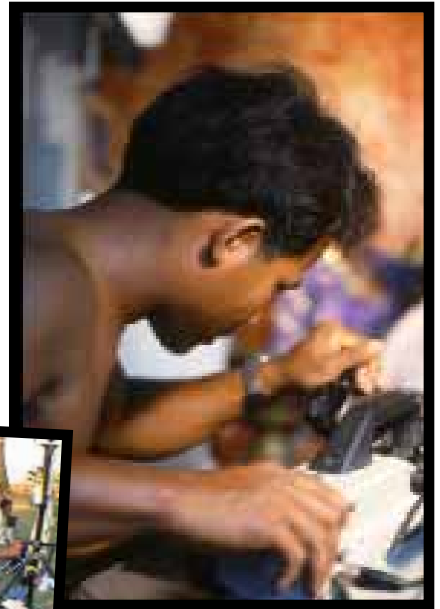
De nombreux produits relèvent du régime de la licence d'importation. Cela concerne essentiellement les importations de produits alimentaires, de boissons (alcool y compris) et de médicaments. Faire une demande de licence d'importation, et surtout l'obtenir, exige quantité de tracasseries administratives et peut prendre un certain temps. Il est donc fortement conseillé de ne pas avoir recours à cette pratique.

Exports:

- 1 invoice (including name of the equipment, brand and model)
- 2 inventory
- 3 photographs of each item if the shipment is a temporary export for an overseas project.

Import License:

Many items require an import license. This applies mainly for the import of food, beverages (including alcohol) and pharmaceuticals. Applying for and receiving this import license, requires a lot of paperwork and can take a long time. So it is best to avoid importing such items.



Importation temporaire de véhicules motorisés :

L'importation de véhicules d'occasion est interdite sauf sous certaines conditions. Si le véhicule est indispensable à la production, il est nécessaire d'adresser une demande d'autorisation d'importation aux deux organismes suivants :

- le Département des Douanes
- le Ministère des Finances

Transport de rushes

La législation en matière de rushes est exactement la même que pour n'importe quelle importation temporaire. Il faut cependant faire une déclaration pour chaque transport.

Remarque: en ce qui concerne le transport d'animaux sauvages, une autorisation est à réclamer auprès du Ministère de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche. Par ailleurs, tout animal sera soumis, au poste frontière, à un examen par un vétérinaire qui décidera de l'éventuelle nécessité de garder l'animal en quarantaine.



Tournage "l'Empire du Tigre" - 2005

Temporary import of motorized vehicles:

The import of second hand vehicles is prohibited, except under exceptional conditions. If the vehicle is really needed for the production, two documents are necessary:

- a permit from the Customs Department
- a permit from Ministry of Finance.

Transporting rushes

The legislation as far as transporting rushes is concerned is very similar to any product imported under a temporary license. A declaration form needs to be filled for every transport.

Note: as far as transportation of wild animals is concerned, a permit from the Ministry of Agriculture, Forest and Fisheries is required. Every animal is subject to a veterinary examination at the border when entering the country. The animal can be placed in quarantine for varying lengths of time if deemed necessary by the veterinarian.

Bureau des douanes / Customs office

Norodom Blvd, Phnom Penh
Tel: 855 (0) 23 722 265 - Fax: 855 (0) 23 725 187 / 023 214 065
kunnhem@yahoo.com - customs@camnet.com.kh

Ministère de l'Economie et des Finances / Ministry of Economy and Finance

No 60, Street 92 - Tel: 855 (0) 23 428 960 / 023 428 634-5 / 023 427 046
Fax: 855 (0) 23 427 798 / 023 430 960 / 023 426 749
efi@camnet.com.kh - www.mef.gov.kh

Ministère de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche / Ministry of Agriculture, Forest and Fisheries

No 200, Norodom Blvd, Phnom Penh - Tel: 855 (0) 23 211 351-2 - Fax: 855 (0) 23 217 320
icomaff@camnet.com.kh - www.maff.gov.kh

2. Assurance

La législation en matière d'assurance est très souple au Cambodge. Il existe quelques cabinets principaux qui vous fourniront les assurances nécessaires.



3. Création d'un bureau de représentation/ d'une filiale/ partenariat avec une production locale

Pour officialiser de manière temporaire votre société au Cambodge, il n'y a aucune démarche particulière à entreprendre. Le caractère temporaire d'un tournage permet une grande facilité d'installation. Il suffit juste de déclarer votre société comme telle lors de la signature du bail. Votre contrat de location fait office de déclaration de siège social.



Caminco (Cambodian National Insurance Company)

No 28, Street 106, Phnom Penh

Tel: 855 (0) 23 722 043 - Fax: 855 (0) 23 427 810 - Tel: 855 (0) 12 792 277
caminco@caminco.com.kh

Asia Insurance Cambodia

No 91, Norodom Blvd, Phnom Penh 12211 - Tel: 855 (0) 23 427 981

agm@asiainurance.com.kh / email@asiainurance.com.kh - www.asiainurance.com.kh

Forte Insurance

No 325, Mao Tse Young Blvd, Phnom Penh

Tel: 023 885 066 - Fax: 023 982 907 - Tel: 012 911 333
info@forteinsurance.com - www.forteinsurance.com

2. Insurance

The law in matter of insurance is quite flexible in Cambodia. There are a few main insurance companies that will provide you with all the required insurances.

3. Setting up a liaison office/ a subsidiary / a partnership with a local production company

The formalities for registering your company on temporary basis are basically non existent in Cambodia. The temporary aspect of a shooting allows a very flexible way of setting things up. As you are subscribing a lease, just declare your company as such. Your lease counts as a proof of registering.

4. Coordonnées de banques pour l'ouverture d'un compte

Phone numbers and addresses of banks in order to open a bank account

ACLEDA Bank

No 28, Mao Tse Toung Blvd, Phnom Penh

Tel: 855 (0) 23 214 634 / 023 993 780 - Fax: 855 (0) 23 364 914 / 023 217 816

acledabank@acledabank.com.kh - www.acledabank.com.kh

Cambodia Commercial Bank Limited

No 26, Monivong blvd, Phnom Penh

Tel: 023 426 145/ 023 213 601 - Fax: 023 426 116 - Tel: 011 811 343

CCBPP@online.com.kh - www.ccb-cambodia.com

Canadia Bank PLC

No 265-269, Street Ang Duong, Phnom Penh

Tel: 023 215 286 - Fax: 023 427 064

canadia@online.com.kh - www.canadiabank.com

Foreign Trade Bank of Cambodia

No 24, Norodom Blvd, Phnom Penh

Tel: 855 (0) 23 724 466 / 023 723 854 - Fax: 855 (0) 23 426 410 / 023 426 108

ftb@camnet.com.kh - www.FTBANK.com



5. Emploi de personnel

La main d'œuvre est abondante. Il y a plus de 200 000 jeunes qui entrent chaque année sur le marché de l'emploi ! Mais ils sont en général très peu qualifiés.

Code du travail

En vigueur depuis le 13 mars 1997, le nouveau Code du Travail régit " les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats de travail conclus pour être exécutés sur le territoire du Cambodge " (Art.1).

Emploi de personnes mineures

L'âge légal de travail est fixé à 15 ans, mais les personnes de 12 à 15 ans peuvent être employées pour effectuer des " travaux légers " à condition que ceux-ci ne portent pas "préjudice à la santé, [...] à l'assiduité scolaire " (Art. 177).

Contrat de travail

Le contrat de travail peut être écrit ou verbal (Art. 65). Cependant, le contrat à durée déterminée doit être constaté par écrit, à défaut de quoi, il sera qualifié de contrat à durée indéterminée (Art. 67).

Carnet de travail

Tout travailleur de nationalité cambodgienne a l'obligation de se munir d'un carnet de travail (Art. 32). Cet article précise également qu'un employeur ne pourra garder à son service un individu qui n'a pas de carnet.

Prorogation ou la résiliation d'un contrat de travail

Lors de l'expiration du terme, le contrat de travail à durée déterminée ne peut être reconduit tacitement. S'il y a reconduction tacite, le contrat sera dès lors un contrat à durée indéterminée. A l'expiration du terme ou

5. Employing staff

In Cambodia, there is plenty of workforce available. There are over 200,000 young people arriving on the labour market every year! In general they are however very low qualified.

Labour code

In force since March 13th, 1997, the new Labour code governs "the relationships between employers and workers resulting from work contracts signed in order to be executed on the territory of Cambodia " (Art 1).

Employment of child actors

The legal working age is fixed to 15 years old, but the persons from 12 to 15 years old can be hired to do " light work " provided that this doesn't mean " damage to the health, [...] to the school diligence " (Art. 177).

Labour contract

The labour contract can be written or verbal (article 65). However, the temporary contract must be written, in lack of what, it will be qualified as permanent employment contract (article 67).

Work booklet

Every worker of Cambodian nationality must be provided with a work booklet (Art. 32). This article also specifies that an employer cannot keep at his service an individual who does not have a booklet.

Continuation or termination of a labour contract

At the expiration of the term, the temporary employment contract cannot be tacitly seen out. If there is tacit renewal, the contract will be, from then on, a permanent employment contract. At the expiration of the term, or if the contract is not renewed, the employer must

si le contrat n'est pas renouvelé, l'employeur doit donner un préavis au travailleur. Le délai de préavis sera de 10 jours pour les contrats d'une durée supérieure à 6 mois et de 15 jours pour ceux supérieurs à un an (Art. 73). Le contrat à durée indéterminée peut être résilié par la volonté de l'une ou l'autre des parties au contrat. La partie qui entend résilier le contrat doit cependant donner un préavis par écrit à son co-contractant (Art. 74). L'article 75 fixe la durée minimale du délai de préavis (de 7 jours à 3 mois) en fonction du nombre d'années de travail.

Actuellement, aucun règlement ne fixe le salaire minimum applicable au secteur privé. Seule une entente convenue entre le Ministère des Affaires Sociales et le Syndicat Patronal des fabricants textiles fixant le salaire mensuel minimum des ouvriers de la confection textile à 45 USD a été mis en place.

Temps de travail :

La durée légale hebdomadaire ne peut excéder 48 heures, soit 8 heures de travail quotidien (Art. 137). Les heures supplémentaires sont rémunérées avec une majoration de 50% qui passe à 100% si elles sont effectuées la nuit, ou le jour du repos hebdomadaire (Art. 139).

Congés :

Le repos hebdomadaire est d'une durée d'un jour au minimum. Il existe un régime de congés annuels, le salarié ayant droit à un jour et demi de congé par mois travaillé (Art.166) après une année révolue de travail. Les travailleuses ayant un minimum d'un an de service continu dans l'entreprise (Art. 182) bénéficient d'un congé de maternité d'une durée totale de 90 jours pendant lequel l'employeur doit leur verser la moitié de leur salaire.

give an advance notice to the worker. The term of notice will be of 10 days for the contracts of at least six month, and of 15 days for those covering at least a year (article 73). The permanent employment contract can be cancelled by the will of any of the parties on the contract. However, the party which intends to cancel the contract must give an advance written notice to his or her co-contractor (article 74). According to the number of working years, the article 75 fixes a minimal term of notice from 7 days to 3 months.

At the moment, no regulation determines the minimum wage applicable to the private sector. Only an agreement defined between the Ministry of Social Affairs and the Employers' association of the textile manufacturers fixing the minimum monthly salary of the workers of the textile branch to 45 USD was set up.

Working hours:

By law, working hours should not exceed 48 hours per week, which means 8 hours per day. If exceeded, employees are legally entitled to overtime wages. Every extra working hour is overcharged 50% or 100% when accomplished during night time or during the weekly resting day (Art.139).

Resting days:

According to Cambodian Labour Law, employees are entitled to one resting day for every 6 days worked. A system of yearly allowed resting time exists. The employee is legally entitled to one and a half day off for every month worked after one full year of work. The women, who have been working continuously for over a year in the company, are entitled to a maternity leave of 90 days paid half of the full salary.

Sécurité sociale :

Il n'existe pas à ce jour de système de sécurité sociale, la seule obligation vise les accidents du travail pour lesquels la souscription d'une assurance est obligatoire.

Social Security:

Until now, no real social security system is in place. The only duty for the employer is to provide the employee with an insurance covering the on-the-job accidents.

6. Droits d'auteur

Cadre législatif

La loi relative aux droits d'auteur a été signée le 5 mars 2003 à Phnom Penh -même si elle n'est pas toujours appliquée avec rigueur...

" Une (ou plusieurs) personne qui réalise une œuvre de l'esprit relevant d'un travail audiovisuel est considéré comme l'auteur de ce travail audiovisuel. Sauf en cas de preuves invalidantes, les personnes considérées comme co-auteurs d'un travail audiovisuel sont les suivantes :

- le réalisateur
- le scénariste
- l'auteur des compositions musicales, à texte ou non, réalisées spécialement pour le film
- le graphiste pour les films d'animation " (Art. 15).

Le droit moral de l'auteur

" L'auteur jouit de l'exclusivité du pouvoir de faire respecter son droit moral concernant son œuvre et les droits économiques qui en dérivent. " Lorsque l'œuvre est créée dans le cadre d'un contrat, les droits économiques sont considérés comme revenant à l'employeur (Art. 16).

" L'auteur d'une oeuvre de l'esprit dispose d'un droit lui conférant le pouvoir exclusif de faire respecter son nom, sa qualité et son oeuvre. Ce droit moral est inaliénable. " (Art. 18)

6. Copyright

The legislative framework

The law concerning copyrights was signed on March 5th, 2003 in Phnom Penh, even if it has not seriously been applied.

"One or more persons who realize(s) the intellectual creation of audio-visual work is (are) considered being the author(s) of that audio-visual work. Unless having invalid evidence, the persons considered being co-authors of the audio-visual work are:

- the director
- the author of scenario
- the author of the musical compositions, with or without words, specially created for the sake of that work
- the author of the graphic arts for animated works " (article 15).

The author's moral rights

"The author of the work is the first holder of the moral and economic rights." In the case of a work created under a contract, the economic rights are considered to be transferred to the employer. (article16).

"The author of a creative work shall enjoy an exclusive right and gets full credit for his name, quality and his work. This moral right is inalienable." (article 18).

" Le droit moral de l'auteur est perpétuel, inaliénable, indiscutable et imprescriptible. Il doit être transmis mortis-causa aux héritiers de l'auteur ou à un tiers suivant les dispositions prises dans le testament. En cas d'absence d'héritiers, ce droit relève du domaine public représenté par le Ministère de la Culture et des Beaux-Arts " (Art. 19).

Durée de la protection des œuvres

" L'auteur jouit du droit d'exploiter son œuvre sa vie durant. A son décès, ce droit est transmis à ses ayants droit pendant l'année civile en cours et pour les cinquante années suivantes. " (Art. 30).

" La durée de protection d'une œuvre collective, audiovisuelle ou posthume est de soixante-quinze ans à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle de la publication de l'œuvre " (Art. 31).

" Les contrats d'exploitation des droits économiques doivent être obligatoirement consignés par écrit, sinon ils seront considérés comme nuls et vains. Seul l'auteur ou l'ayant droit est en mesure d'avancer quelque raison que ce soit pour prouver la nullité du contrat. " (Art. 35).

" Chaque œuvre est automatiquement protégée. Les auteurs ou les ayants droit peuvent faire enregistrer leurs travaux au Ministère de la Culture et des Beaux-Arts " (Art. 38).

"The moral right of the author is perpetual, inalienable, unquestionable and indefeasible. It shall be transmitted mortis-causa to the heirs of the author or to the third party in accordance with the provisions stipulated in the will. If there are no heirs, this right will be subjected to the administration and governance of the state represented by the Ministry of Culture and Fine Arts." (article 19).

Duration of copyright

"The protection of economic rights starts from the date of creation of a work. This protection covers the life of the author, and the whole 50 (fifty) years following his or her decease." (article 30).

"The economic rights in a collective, or audiovisual or posthumous work are protected within the entire period of seventy five years counted from the 1st of January of the calendar year following the publication of the work" (article 31).

"Contracts of the economic exploitation of author's rights must be stated in writing, otherwise they'll be considered as void. Only the author or right-holder is qualified to give any reasons proving the invalidity of the contract " (article 35).

"Every work is automatically protected. The authors or right-holders may deposit their work at the Ministry of Culture and Fine Arts." (article 38).